

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dans 20 communes de la wilaya

276 cas suspectés de rougeole à Jijel

Page 24

Quatorzième année - N° 4451 - Ven. 13 - Sam. 14 avril 2018 - Prix : 10 DA

Développement économique

Le RND veut «accorder une place centrale à la jeunesse»

Page 3

Les certitudes révées de Macron

Par Mohamed Habili

Alors que le chef du Pentagone, James Mattis, en vient maintenant à dire qu'il faut s'accorder du temps avant de rien entreprendre contre la Syrie, vu que lui-même ne sait toujours pas que ce qui s'est passé il y a une semaine à la Ghouta soit bien une attaque chimique, et encore moins qui en est à l'origine, le président français, lui par contre, n'a en la matière que des certitudes. Il est sûr qu'il y a eu une attaque, qu'elle a été chimique, et de plus il détient la preuve que c'est bien l'armée syrienne qui l'a commise. Les déclarations des deux hommes n'ont pas été faites en même temps, celles d'Emmanuel Macron, qui se découvre de la même étoffe guerrière que ses deux prédécesseurs, l'ayant été en premier. Autrement, il aurait pris quelques précautions de langage. Ce même homme qui considère que l'intervention de 2011 en Libye a été une erreur, n'a à l'évidence pour le moment qu'une seule envie : en faire une deuxième exactement pareille en Syrie, conforté en cela par les premiers tweets de Donald Trump. Seulement voilà, l'attaque « imminente » promise par le président américain, peut-être seulement sous le choc d'images insoutenables diffusées par l'opposition syrienne, n'a toujours pas eu lieu. Les déclarations du secrétaire d'Etat à la Défense donnent à penser qu'il est possible qu'elle ne se produise pas, que Donald Trump se ravise comme en son temps son prédécesseur, dans des circonstances assez similaires à celles d'aujourd'hui.

Suite en page 3

L'Algérie en deuil pleure ses morts

Prière de l'absent et drapeaux en berne...



Au lendemain du crash aérien survenu dans la matinée de mercredi, qui a coûté la vie à 257 personnes, l'Algérie, en deuil, pleure ses victimes. Prière de l'absent, minute de silence, drapeaux en berne... Lire page 2

Annonce de bombardements américains et français

La menace de frappes en Syrie génère des inquiétudes

Page 2

Un programme plein de nouveautés

Salon international de la créativité à Alger

Page 13

L'Algérie en deuil pleure ses morts

Prière de l'absent et drapeaux en berne...

■ Au lendemain du crash aérien survenu dans la matinée de mercredi, qui a coûté la vie à 257 personnes, l'Algérie, en deuil, pleure ses victimes. Prière de l'absent, minute de silence, drapeaux en berne...

Par Meriem Benchaouia

De nombreux hommages aux victimes du drame survenu près de l'aéroport de Boufarik, ont été prévus hier dans tout le pays. Le nombre effarant de victimes dont la plupart sont des jeunes soldats morts à la fleur de l'âge, et les circonstances terribles dans lesquelles ils ont péri ont rallié les Algériens par milliers autour des familles qui ont perdu un des leurs dans cette tragédie. Le peuple entier partage leur douleur. A cet effet, sur instruction du Président Abdelaziz Bouteflika, la « prière de l'absent » a été récitée à la mémoire des martyrs dans toutes les mosquées du pays après la grande prière du vendredi. Un deuil national de trois jours avait été décrété par le président algérien dès mercredi en mémoire des victimes, majoritairement des militaires et leurs familles qui regagnaient leur garnison dans l'extrême sud du pays. Une minute de silence sera également observée avant toutes les compétitions sportives prévues vendredi et samedi. Par ailleurs, les footballeurs participant à des compétitions durant le week-end porteront tous un crêpe noir au bras en signe de deuil, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF). Un « numéro vert » gratuit a été ouvert pour fournir des informations aux proches des victimes. Aussi, la majorité des hôtels de la wilaya de Blida a ouvert ses portes aux familles des victimes en leur assurant gîte et couvert à titre gracieux, reflétant, si besoin est, la solidarité légendaire du peuple algérien dans les situations difficiles. En effet, des hôtels privés de Blida assurent, depuis mercredi, une prise en charge gratuite de nombreuses familles des victimes du crash de l'avion qui ont convergé en grand nombre vers la ville de Blida, à partir de différentes wilayas du pays, pour s'informer sur le sort de leurs enfants, a

ajouté la même source, signalant aussi l'ouverture, par la direction de l'Action sociale de la wilaya (DAS), de deux centres d'hébergement à leur profit. Selon le responsable de la DAS, Hadj Bouchoucha, tous les moyens ont été mobilisés au niveau de l'ancien centre de rééducation des filles de « Ben Achour » et de la nouvelle école des malvoyants d'Ouled Aich, pour la prise en charge des familles des victimes du crash. Des psychologues sont également mobilisés au niveau des sièges de la Gendarmerie nationale, aux fins d'assurer la prise en charge psychologique de ces familles, affluant en grand nombre vers ces structures pour s'informer sur le lieu où se trouvent les dépouilles de leurs enfants

Vague de solidarité nationale et internationale

Les réactions de sympathie et de compassion internationales et nationales se sont poursuivies avec les familles des victimes. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu des messages de condoléances de souverains et de chefs d'Etat de plusieurs pays, qui ont exprimé leur solidarité avec l'Algérie. Dans son message de condoléances, le roi du Maroc, Mohamed VI, a exprimé au Président Bouteflika et, « à travers lui, aux familles des victimes et au peuple algérien frère, ses vives condoléances et ses sincères sentiments de compassion », implorant « le Très-Haut d'entourer les victimes de sa sainte miséricorde, de les accueillir de son vaste Paradis et d'accorder patience et réconfort à leurs familles ». Suite à ce crash, qui a fait 257 morts dont 10 membres d'équipage, le président de la République a également reçu des messages de condoléances de la reine du



Ph.D. R.

Royaume-Uni, Elizabeth II, du roi d'Espagne, Philippe IV, du roi de Jordanie, Abdallah II Ibn Hussein, de l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, et de l'Emir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah. D'autres messages de condoléances émanent aussi de chefs d'Etat de la Chine, Xi Jinping, du Tchad Idris Deby Itni, du Tadjikistan Imam Ali Rahman, de l'Ouzbékistan, Shavkat Mirziyoyev, de Serbie, Aleksander Vucic, du Nicaragua, Daniel Ortega Saavedra, de Fayaz Saradj, président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, du président de la République de Corée, Moon Jae-In et de la présidente croate, Mme Kolinda Grabar-Kitarovic. Les présidents roumain, Klaus Werner Iohannis, de la Guinée Bissau, José Mario Faz, du Mali Ibrahim Boubacar Keita, du Venezuela, Nicolas Maduro, et la Chancelière allemande, Angela Merkel ont également envoyé des messages de condoléances

au président Bouteflika. Le Premier ministre du royaume de Bahreïn, Khalifa ben Salman Al Khalifa ainsi que les gouvernements syrien et rwandais ont également exprimé leurs condoléances suite à ce crash.

Macron et le Pape François expriment leur solidarité

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a reçu vendredi un message de condoléances du Président français Emmanuel Macron, dans lequel il exprime l'« amitié » et la « pleine solidarité » de son pays à l'Algérie suite au crash de l'avion militaire. « J'ai appris avec tristesse et consternation qu'une catastrophe aérienne avait frappé l'Algérie le 11 avril. J'ai été profondément affligé par le bilan élevé de ce terrible accident », a écrit M. Macron dans son message. « Dans ces circonstances douloureuses, je tiens à vous exprimer, personnellement et au nom du peuple français, nos plus sincères con-

féances aux familles des victimes, aux forces armées et à tout le peuple algérien », a-t-il poursuivi. « La France assure l'Algérie de son amitié et de sa pleine solidarité dans cette épreuve », a souligné le Président français. Le pape François a également exprimé sa grande peine et s'est associé par la prière à la douleur des familles et de toutes les personnes touchées par le crash de l'avion militaire à Boufarik. Apprenant la « triste nouvelle » le jour même de l'accident de l'avion militaire, le Pape François a, dans un télégramme, fait part de sa grande peine, qualifiant le crash de la « pire catastrophe aérienne qu'ait connue l'Algérie ». S'adressant à l'archevêque d'Alger, Mgr Paul Desfarges, le Saint-Père s'est associé par la prière à la douleur des familles et de toutes les personnes touchées par ce drame ainsi qu'au deuil du peuple algérien tout entier, selon le télégramme du Pape signé du cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'Etat du Saint-Siège. M. B.

Annnonce de bombardements américains et français

La menace de frappes en Syrie génère des inquiétudes

La menace de frappes aériennes américaines et françaises après une attaque chimique présumée en Syrie génère des inquiétudes à Rome, où des parlementaires ont demandé au gouvernement de s'expliquer sur l'éventuelle utilisation de bases situées en Italie. Le Chef du gouvernement démissionnaire, Paolo Gentiloni, a condamné l'usage d'armes chimiques et assuré que l'Italie ne participerait pas à une opération militaire mais respecterait ses accords bilatéraux, alors que les médias évoquent une activité accrue sur certaines bases américaines installées sur le territoire italien. Mais les différents partis susceptibles d'entrer au gou-

vernement depuis les élections du 4 mars se sont montrés plus critiques.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), premier parti du pays, a réclamé que « la plus grande clarté » soit faite sur les attaques chimiques « intolérables », tout en maintenant que seule la diplomatie pourrait régler le conflit syrien.

« L'escalade actuelle exige une accélération du processus de formation du gouvernement, on ne peut plus se permettre de perdre du temps », a insisté Luigi Di Maio, chef de file du M5S, à la fin d'une nouvelle journée de consultations du président de la République en vue d'un nouvel exécutif.

« La priorité est d'éviter le danger d'une guerre » (ambassadeur russe)

« La priorité est d'éviter le danger d'une guerre », a affirmé jeudi l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassily Nebenzia, à l'issue d'une réunion à huis clos des quinze membres du Conseil de sécurité consacrée à la Syrie.

Interrogé pour savoir si se pourrait être une guerre entre les Etats-Unis et la Russie, le diplomate russe a répondu : « Nous ne pouvons exclure aucune possibilité ». La proposition suédoise d'une résolution pour une mission de désarmement chimique en Syrie n'a pas été abordée au

cours de la réunion. Selon des sources diplomatiques, cette proposition est notamment rejetée par les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas car elle n'impose pas la création d'un mécanisme d'enquête sur les attaques chimiques présumées samedi à Douma. Le sujet de la réunion jeudi, c'était « la politique agressive de certains membres du Conseil », a déclaré M. Nebenzia.

Merkel exclut la participation allemande

La chancelière allemande Angela Merkel a exclu jeudi la participation de l'Allemagne à

une éventuelle frappe militaire contre la Syrie. « L'Allemagne ne participera pas à une éventuelle – et je dois souligner qu'aucune décision n'a été prise jusqu'à présent – intervention militaire », a déclaré M^{me} Merkel à la presse. La chancelière allemande a toutefois souligné que l'utilisation d'armes chimiques était toujours « inacceptable ». Berlin a indiqué que l'Allemagne voudrait s'efforcer dans la direction vers des moyens non violents d'empêcher l'utilisation d'autres armes chimiques en Syrie, par exemple en soutenant les activités du Conseil de sécurité de l'ONU pour l'interdiction des armes chimiques.

Lynda N.

Rareté du produit en sachet

Nouvelles mesures du gouvernement pour résorber la pénurie de lait

■ Face aux pénuries apparues dans la disponibilité du lait en sachet sur le marché, le gouvernement a décidé d'augmenter les quantités de poudre de lait fournies par l'Office algérien interprofessionnel du lait, aux laiteries publiques et privées, a indiqué le Premier ministre dans un communiqué publié sur son site web.



Par Tinhinène Khouchi

Le sachet de lait se fait rare et chaque jour, de longues files d'attente se constituent devant les épiciers pour acheter un sachet de lait. Dans certaines communes de la wilaya d'Alger, depuis plus de trois jours, le lait n'est pas disponible. Face à cette rareté du lait en sachet, le Premier ministre a précisé que «les laiteries du Groupe public industriel de production du lait et de ses dérivés (Giplait) verront leur approvisionnement en poudre de lait passer de 7 000 à 10 000 tonnes par mois, avec en contrepartie l'augmentation de leur production de lait en sachet de plus de 2 millions à près de 4 millions de litres par jour». Les laiteries du secteur privé verront elles aussi leur approvisionnement passer de 7 500 à 9 000 tonnes par mois, ajoute la même source. Ces mesures de «saturation du marché» seront accom-

plées de «l'application ferme de la loi contre tous les auteurs de détournement de la poudre de lait fortement subventionnée par l'Etat au bénéfice des consommateurs», affirme le Premier ministre. A noter que ces mesures interviennent dans un contexte marqué par des perturbations enregistrées depuis des mois sur le marché d'approvisionnement en sachet de lait subventionné. Pour rappel, une réunion a eu lieu le 20 mars dernier au siège du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence du ministre du secteur, Abdelkader Bouazghi, et de représentants du ministère du Commerce et de l'Office national interprofessionnel du lait. Cette réunion a abouti à un accord sur l'introduction d'une «nouvelle clause» dans la convention liant l'Onil aux propriétaires des laiteries, faisant obligation à ces derniers de présenter un document détaillant les quantités produites

et distribuées sur lequel figurent les cachets apposés par les distributeurs, dans le but de définir le circuit réel du lait subventionné. Cette démarche a pour objectif «la traçabilité de la poudre de lait, à partir de l'étape d'approvisionnement jusqu'à l'arrivée du produit fini au niveau des commerçants en détail», avait expliqué l'Onil. Quelque 118 laiteries réparties sur l'ensemble du territoire national, dont 15 complexes publics, sont conventionnés avec l'Onil qui dispose d'un stock stratégique de 3 mois. De son côté, la Fédération nationale des distributeurs de lait avait imputé la perturbation du marché du lait en sachet à la réduction, au cours des derniers mois, des quotas de poudre attribués aux transformateurs. Il avait également précisé que le taux de couverture des besoins en lait pasteurisé des wilayas du Centre (Alger, Blida et Tipasa) a reculé de 80% en 2015 à 30 et 40%

début 2018, d'où les perturbations enregistrées dans la distribution. Pour sa part, le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens, Mohamed Alioui, a appelé récemment le ministère du Commerce à «durcir le contrôle» sur le processus de la distribution du lait en sachet afin de lutter contre les perturbations enregistrées ces derniers mois. Pour rappel, Giplait, qui compte 16 filiales au niveau national, produit entre 50 et 60% des besoins nationaux en lait pasteurisé conditionné en sachets dont le prix est administré à 25 DA le litre. La facture des importations algériennes de poudre de lait et ses dérivés a dépassé, ces deux dernières années, un milliard de dollars par an. Une étude publiée en 2017 par l'Association des producteurs algériens de boissons avait révélé que la moyenne de consommation par personne en lait pasteurisé en sachet est de 66,1 litres par an. T. K.

Développement économique

Le RND veut «accorder une place centrale à la jeunesse»

Le Rassemblement national démocratique (RND) a souligné, vendredi à Alger, la nécessité d'accorder une place centrale aux jeunes, à qui incombe de prendre en charge les défis et les enjeux dont fait face le pays, notamment au plan économique. «Il revient aux jeunes d'adhérer pleinement à l'action politique pour prendre en charge les défis et les enjeux auxquels est confronté le pays et de participer au développement économique», a indiqué le porte-parole du RND, Seddik Chihab, lors d'une rencontre sur la jeunesse

de son parti. Il a ajouté que le RND s'est assigné comme objectif de permettre à la jeunesse d'être au-devant de la scène politique pour répondre aux défis de l'heure, notamment au plan politique, estimant qu'elle doit être un élément «efficace», n'attendant pas uniquement la politique des quotas, lors des rendez-vous électoraux. «Il revient à la jeunesse de mesurer le poids des responsabilités qui pèsent sur ses épaules et des défis auxquels nous faisons face», a-t-il soutenu. Interrogé sur la sollicitation du Front de

libération nationale (FLN) au président de la République, Abdelaziz Bouteflika à se présenter à la présidentielle de 2019, Seddik Chihab a indiqué que le FLN s'inscrivait dans «la continuité et c'est tout à fait normal qu'il appelle le président Bouteflika à aller de l'avant en raison de tout ce qu'il a entrepris comme réformes». Il a ajouté, dans ce sillage, que le RND restait «fidèle à ses engagements politiques envers le président de la République». Pour sa part, l'ancien ministre des Finances, Abdelkrim Harchaoui, a indiqué

que l'Etat avait fait des efforts considérables pour le développement de l'Algérie, en vue de répondre aux besoins de la population. Il a estimé que tous les pays actuellement étaient traversés par des difficultés et des risques majeurs, d'où la nécessité, a-t-il observé, de conserver les «grands équilibres et la stabilité financière» à long terme. Pour ce spécialiste de la finance, le développement économique ne peut être concrétisé, surtout à long terme, sans paix et stabilité pour créer un bien-être pour la population. Par ailleurs, le RND a

LA QUESTION DU JOUR

Les certitudes rêvées de Macron

Suite de la page une

Il y a cinq ans, Barack Obama avait frustré François Hollande d'une intervention d'envergure en Syrie qui l'aurait placé à égalité avec Nicolas Sarkozy, qu'on a vu dernièrement toujours fier d'avoir été le tombeau de Kadhafi en dépit de ses déboires judiciaires. Maintenant, c'est Donald Trump qui se met à trahir des signes de faiblesse, dont il faut craindre qu'ils ne se développent en refus de faire de Macron l'exécuteur de Bachar al-Assad. Il s'est déjà trouvé des commentateurs pour relever les traits de langage communs aux deux hommes. Mais qui croire des deux, du chef du Pentagone, qui ne cache pas ses doutes, et du président français qui affiche ses certitudes ? Se peut-il que celui-ci soit mieux informé que celui-là ? La chose n'est pas seulement concevable. Une preuve détenue par Macron ne peut pas être ignorée de Mattis, qui l'aurait eue lui aussi, même dans le cas où le premier en aurait pris connaissance avant lui. En fait, une preuve établissant la culpabilité de Damas mais qui ne serait pas connue de Mattis ne peut être qu'une vue de l'esprit ou une invention. C'est à croire que le président français en a rêvé, et puis se rendant compte en se réveillant qu'elle n'existe pas, il n'a pas pu se faire à cette idée, il a préféré croire à ce qu'il avait vu pendant qu'il dormait. Jusqu'à aujourd'hui, ceux qui en France étaient pour faire subir au régime syrien le même sort qu'à celui de Kadhafi croient avec la même force dans la justesse de leur cause. Ils croient toujours que ce fut une erreur tragique que l'occasion qui s'est offerte en 2013 n'ait pas été saisie. Par la faute des Américains, il est vrai, mais également des Britanniques, qui ont cru bon de demander son avis à leur Parlement, qui y a aussitôt opposé son veto, donnant du même coup à Obama la bonne occasion de se débiter. Ah ! Ce n'est pas en France qu'on aurait fait marche arrière alors que les tambours battaient déjà et que les armes se fourbissaient ! Une autre «dictature arabe» à abattre, deux années seulement après la liquidation d'une première : comment y résister en effet ? Le printemps arabe qui s'en serait trouvé relancé, avec ses grandes perspectives, le tout grâce à cette invention française du droit d'ingérence pour raisons humanitaires ! Mais c'est d'un retour à 1830 qu'on aurait pu alors rêver ! M. H.

rendu hommage et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs du crash de l'avion militaire, survenu mercredi matin à Boufarik (Blida), qui a fait 257 morts, dont dix membres de l'équipage.

Yanis F./APS

Messahel dans une interview accordée au journal «Le Monde» :

C'est le président Bouteflika qui «décidera s'il souhaite être candidat» et le peuple tranchera

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé jeudi que c'est le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui «décidera s'il souhaite être candidat et c'est le peuple qui tranchera». «Depuis son arrivée, il s'est engagé dans une œuvre grandiose. En 1997, nous étions pratiquement en rupture. Vingt ans après, nous sommes un pays stable et sûr. Mais c'est lui qui décidera s'il souhaite être candidat, et c'est le peuple qui tranchera», a-t-il souligné dans une interview accordée au journal «Le Monde», publiée jeudi sur le site.

Par Ihsane D.

Le ministre a tenu à souligner que, contrairement à ce que pense la journaliste du quotidien français du soir, le Président Bouteflika, lors de sa dernière sortie à Alger, «n'a pas paru affaibli», rappelant qu'il a eu, il y a cinq ans, un accident cardio-vasculaire qui lui a causé quelques petits problèmes de santé. «Il n'a pas paru affaibli. Il a eu, il y a cinq ans, un accident cardio-vasculaire qui lui a causé quelques petits problèmes de santé, mais le Président dirige le pays. Lundi, il a été à la rencontre de son peuple. Il est très présent», a-t-il expliqué.

Messahel dans une adresse au 29^e Sommet de la Ligue des Etats arabes «L'Algérie pour une réforme profonde de la Ligue»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a appelé, dans une adresse à la réunion ministérielle préparatoire au 29^e Sommet de la Ligue des Etats arabes qui se tient à Ryadh, à l'accélération du processus de réforme de la Ligue des Etats arabes afin qu'elle puisse relever les défis auxquels



est confronté le monde arabe, notamment la multiplication des crises et des conflits et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. L'Algérie a déjà appelé, lors de plusieurs réunions précédentes des organes de la Ligue arabe, à conduire une réforme profonde de l'Organisation panarabe, rappelle-t-on. S'agissant des conflits et crises, M. Messahel a réitéré la position de l'Algérie pour la promotion de solutions politiques aux crises qui secouent certains pays arabes, dans le cadre du respect de la souveraineté des pays et de la volonté des peuples et en dehors de toute ingérence étrangère. Le chef de la diplomatie algérienne a également abordé la question palestinienne. A cet égard, il a souligné que cette question a connu dernièrement des développements dangereux et que le monde arabe doit faire face à ce genre d'actes qui sont de nature à compromettre le processus de paix. Il a réitéré, dans ce cadre, la position de l'Algérie soutenant le peuple palestinien dans sa cause juste pour l'établissement de son propre Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods Echarif comme capitale. M. Messahel a également abordé la question de la lutte contre le terrorisme en indiquant que les victoires emportées contre les groupes terroristes dans certaines régions doivent être appréhendées avec le risque qu'elles véhiculent concernant le

retour des combattants terroristes étrangers. Il a indiqué, à cet égard, que la vigilance doit rester de mise et que la coopération internationale doit être renforcée pour faire face à ce phénomène qui menace la sécurité des Etats.

«Le problème qui se pose à la Syrie doit être réglé dans le cadre syrien»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a indiqué jeudi que le problème qui se pose à la Syrie «doit être réglé dans le cadre syrien», rejetant toute ingérence. «Nous suivons avec attention la dégradation de la situation en Syrie. Nous avons discuté avec le ministre français des Affaires étrangères (Jean-Yves Le Drian) et avec d'autres partenaires. Nous avons toujours pensé que le problème qui se pose à la Syrie doit être réglé dans le cadre syrien», a affirmé le chef de la diplomatie algérienne dans une interview accordée au journal «Le Monde», soulignant la différence entre la lutte contre le terrorisme, qui est une «obligation pour tous», a-t-il précisé, et des conflits nés de clivages internes. «Dans ce cas-là, la solution est à trouver dans le cadre du dialogue, du respect de la souveraineté des peuples et des Etats, sans ingérence d'où qu'elle vienne», a-t-il ajouté. Sur la situation en Libye, le ministre est revenu

également sur le problème des ingérences dans les affaires internes des Etats. «Le processus en Libye est contrarié par trop d'agendas qui ne permettent pas à la volonté du peuple libyen d'aboutir selon la stratégie arrêtée par les Nations unies», a-t-il expliqué, réaffirmant que la solution doit venir d'un dialogue entre Libyens. Il a indiqué que ce pays a «suffisamment» de compétences pour cela, il en veut pour preuve, la semaine dernière, «deux grandes villes qui étaient pratiquement en guerre, Zintan et Misrata, ont trouvé des solutions», notant que «c'est un pas très important». En ce qui concerne le rôle de l'Algérie, le ministre des Affaires étrangères a expliqué qu'il s'agit d'«accompagner les Libyens dans la mise en œuvre de leurs propres volontés, sans ingérence».

«Nous sommes en contact quasi quotidien avec toutes les parties libyennes», a-t-il indiqué, estimant que l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, «a plusieurs grands mérites».

«Il a compris que la mission de l'ONU devait être en Libye. C'est le cas, elle est installée à Tripoli. Il est également en contact permanent avec presque tous les acteurs libyens et il s'est rendu à peu près partout. Nous le soutenons de manière sincère», a-t-il ajouté. S'agissant de la non application de l'Accord d'Alger au Mali, le chef de la diplomatie algérienne a expliqué

que «nous avons accompagné nos frères maliens jusqu'à la signature de l'accord, mais celui-ci ne vaut que s'il est mis en œuvre et il le sera seulement si ceux qui l'ont signé en ont la volonté». «Les Maliens doivent s'approprier le processus. De ce point de vue, nous saluons l'approche du Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga. Sa dernière visite à Kidal prouve une implication sérieuse», a-t-il dit, soulignant qu'«il n'y aura pas de solution en dehors de l'appropriation de la sortie de crise par les Maliens eux-mêmes».

«Notre rôle, comme celui de la France, des Nations unies, est de les accompagner. Ce que nous faisons : nous renforçons les capacités des troupes maliennes, nigériennes, nous formons des troupes spéciales, nous apportons un soutien logistique, nous partageons nos renseignements», a-t-il fait savoir, rappelant que l'Algérie a consacré plus de 100 millions de dollars en quelques années aux pays du Sahel pour lutter contre le terrorisme. «Nous ne parlons pas beaucoup de ce que nous faisons, mais nous le faisons», a-t-il voulu faire remarquer.

Au sujet de la non-participation des forces armées algériennes au G5 Sahel, le ministre a rappelé que les raisons pour lesquelles elles ne sortent pas de leur territoire «c'est constitutionnel, historique (et) culturel».

«L'armée algérienne est faite pour jouer son rôle de défense nationale. Nous n'avons pas de problème avec ceux qui se mobilisent pour combattre le terrorisme, bien au contraire. Nous aidons aussi ces pays, mais chacun le fait à sa manière», a-t-il encore expliqué. A une question de prétendues «incursions» des forces sahraouies dans la zone tampon de Guergueret, le ministre a encore rappelé que le porte-parole des Nations unies «a dit qu'il n'y avait pas eu de violation du cessez-le-feu», réitérant le soutien de l'Algérie des droits légitimes du peuple sahraoui.

«Nous reconnaissons qu'il y a des réfugiés sur notre territoire. Tout comme il y a eu des réfugiés algériens au Maroc pendant notre guerre de Libération. Le Maroc nous a soutenus, tout comme la Tunisie. Mais nous ne leur avons pas demandé d'aller négocier l'indépendance de l'Algérie avec les Français à notre place.

C'est la même chose. Nous ne faisons pas partie de ce conflit», a-t-il affirmé.

I. D./APS

Météo De fortes pluies affecteront les wilayas du Centre

DE FORTES pluies parfois sous forme d'averses affecteront les wilayas du Centre à partir de la soirée de vendredi, a indiqué l'Office national de météorologie dans un Bulletin météo spécial (BMS). Les wilayas Chlef, Aïn Defla, Tipaza, Alger, Blida et Médéa connaîtront ce changement climatique du vendredi à 21 heures au samedi à 21 heures, avec des cumuls qui atteindront ou dépasseront localement 70 mm durant la validité, ajoute la même source. Les wilayas nord de Laghouat, nord de Djelfa, Tiaret, Tissemsilt, Bouira, Tizi Ouzou et Boumerdès seront concernées également par ces fortes pluies du vendredi à 21 heures au samedi à 18 heures, avec des cumuls qui atteindront ou dépasseront localement 40 mm durant la validité. R. N.

Promotion des exportations

Des ateliers pour réviser le cadre de gestion des fonds de soutien

■ Plusieurs ateliers ont été lancés par le ministère du Commerce pour réviser le cadre de gestion des fonds de soutien à la promotion des exportations afin d'élargir les aides destinées à ces opérations, a annoncé, jeudi à Oran, le premier responsable de ce département, Saïd Djellab.

Par Assia D.

Lors de sa visite au Salon de la production nationale «Mentouj Bladi», qui se tient depuis mercredi au Palais des expositions de Medina Djedida, le ministre du Commerce a indiqué que son département avait lancé plusieurs ateliers pour réviser le cadre de gestion des fonds de soutien et de promotion des exportations afin d'élargir les aides destinées à ces opérations, avant de renouveler le soutien de son ministère à la production nationale, à la promotion des exportations, à la garantie d'un encadrement et d'un accompagnement efficaces pour remplacer les importations par des produits nationaux. «Le ministère du Commerce ne lésinera sur aucun moyen pour accompagner les entreprises visant la conquête des marchés extérieurs», a précisé Saïd Djellab, soulignant la nécessité d'œuvrer ensemble pour relever ce défi et mettre en place une économie diversifiée, basée sur les compétences et les ressources nationales et sur la concertation avec les opérateurs économiques. Le ministre a estimé que les exportations hors hydrocarbures «sont en constante hausse, mais restent insuffisantes», tout en constatant l'existence de possibilités appréciables d'exportation à destination des pays d'Afrique. Dans ce contexte, M. Djellab a appelé les entreprises nationales à relever ce défi. Concernant le Salon de la production nationale, le ministre a estimé que cette manifestation est une opportunité pour les opérateurs économiques de présenter leurs produits et nouer des relations et des contacts professionnels. Avant de visiter les différents stands du salon, Saïd Djellab et les autorités locales ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes du crash de l'avion militaire, survenu mercredi matin près de la base aérienne de Boufarik, dans la wilaya de Blida. Le ministre du Commerce s'est particulièrement intéressé au stand du ministère de la Défense nationale, invité

d'honneur de ce salon. La participation du MDN vient contribuer à la concrétisation de la politique de relance économique, en application des instructions du général corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP. Cette participation est représentée par la Direction des industries militaires qui expose des produits militaires destinés à des entreprises civiles, réalisés par sept entreprises que sont l'Office national des substances explosives (Onex), l'Entreprise algérienne des textiles industriels et techniques (Eatit), l'Établissement d'habillement et de couchage, la Société algérienne de fabrication de moteurs de marques allemandes (Safmma), l'Entreprise de réalisations industrielles de Seriana (Batna), l'Établissement de réalisation de système de vidéosurveillance et la Société nationale de véhicules industriels de Rouiba. Cette 5^e édition du salon est également marquée par la participation de plus de 130 exposants versés dans les industries alimentaires, mécaniques, plastique, textile, l'électroménager et autres. Une série de communications sera animée en marge de ce salon, traitant de l'importance de l'exportation



dans le développement d'une entreprise, des critères de mise à niveau pour la promotion de l'exportation, de la stratégie d'exportation, de la bourse et du commerce extérieur, entre autres.

La nouvelle liste des produits interdits à l'importation publiée prochainement

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a annoncé la publication prochaine de la liste des produits temporairement interdits à l'importation après l'achèvement de sa mise à jour. Au cours d'un point de presse organisé en marge de la 5^e édition du Salon de

la production nationale «Mentouj Bladi», le ministre a indiqué qu'une équipe s'attelle actuellement à mettre à jour la liste des produits temporairement interdits à l'importation. «Cette liste sera rendue publique prochainement», a-t-il annoncé. Dans ce contexte, Saïd Djellab a assuré que «les opérateurs économiques bénéficient de toute l'aide de la part du ministère du Commerce pour défendre la production nationale». A une question sur le Fonds de soutien à l'exportation, le ministre a indiqué que le problème «ne se pose pas en termes de ressources financières, mais plus en termes d'efficacité». «Nous avons ouvert ce dossier pour revoir tous les ins-

truments afin qu'ils soient plus efficaces en matière de soutien à apporter aux exportateurs», a-t-il dit. Concernant la tension sur le lait dont souffrent certaines régions du pays, le ministre a assuré que son département a demandé des informations et des données sur cette question. Il a signalé que ses services sont en «concertation» avec ceux du ministère de l'Agriculture pour «prendre en charge cette question». Au sujet du prix de vente des véhicules, le même responsable a indiqué que ses services suivent les prix des voitures à la fois chez le fabricant, les revendeurs et au niveau des showrooms. A. D./APS

Changes

L'euro en repli face au dollar

La valeur de l'euro diminuait jeudi face à celle du dollar, et ce, suite à la publication du compte-rendu de la Banque centrale européenne (BCE) qui fait état de division au sein de l'institution. Jeudi après-midi, l'euro valait 1,2309 dollar, contre 1,2367 dollar mercredi soir. La monnaie unique européenne montait légèrement face à la devise japonaise à 132,14 yens, contre 132,08 yens mercredi soir. Le billet vert lui aussi grimpeait face à la monnaie nipponne à 107,40 yens, contre 106,79 yens la veille au soir. La Banque centrale européenne est apparue divisée en mars sur le degré de surchauffe dans l'économie, un élément

déterminant pour jauger l'inflation à venir, selon le compte rendu de sa dernière réunion de politique monétaire publié jeudi. Celui-ci «suggère que la banque continuera d'ajuster ses prévisions dans les mois à venir, mais que les achats d'actifs continueront jusqu'à la fin de l'année et que les hausses de taux sont encore quelque peu lointaines», a souligné un économiste. Une hausse des taux rend l'euro plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. La veille, la publication des minutes de la Réserve fédérale américaine (Fed) avait dressé un tableau positif de l'économie américaine et les responsables de l'institution se sont

montrés confiants sur la remontée de l'inflation vers la cible des 2%. «Il y a la confirmation que les risques de guerre commerciale pourraient couvrir un risque de baisse (d'activité), mais pour l'instant la Fed semble vouloir respecter son calendrier de hausse des taux cette année», a expliqué un analyste. Pour l'instant, les analystes estiment à trois, voire à quatre, le nombre de hausses auxquelles la Fed pourrait procéder cette année. Les tensions géopolitiques restaient aussi d'actualité, même si l'attentisme et l'incertitude prédominent. Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine semblaient s'être apaisées, Pékin a affirmé

jeudi qu'il n'existait actuellement «aucune négociation» entre les deux pays à ce sujet. Mais c'est surtout la situation en Syrie qui rend les marchés nerveux, alors que Donald Trump est resté évasif sur le moment où les Etats-Unis pourraient lancer des frappes contre la Syrie en représailles à l'attaque chimique présumée près de Damas, affirmant qu'elles pourraient intervenir «très bientôt ou pas si tôt que cela». Jeudi matin, l'or valait 1 341,10 dollars contre 1 353,35 dollars mercredi soir. La monnaie chinoise valait 6,2893 yuans pour un dollar contre 6,2690 yuans pour un dollar mercredi.

Younès F./Agences

Pétrole

Le Brent à plus de 71 dollars à Londres

Les cours du pétrole repartaient à la baisse jeudi en cours d'échanges européens, après de fortes hausses la veille en raison de craintes d'escalade militaire au Moyen-Orient. Jeudi après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 71,62 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 44 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat

de mai perdait 29 cents à 66,53 dollars une heure après son ouverture. Jeudi, l'Organisation des exportateurs de pétrole (Opep) a revu en hausse de 0,08 million de barils par jour (mb/j) son estimation de la production non-Opep cette année alors que les 14 pays du cartel ont diminué leur production de 201 000 barils par jour par rapport à février. La veille, les cours avaient grimpé à leur plus haut niveau depuis décembre 2014, alors même que l'Agence américaine d'information sur l'énergie a

fait état d'une hausse surprise de 3,3 millions de barils des stocks de brut aux Etats-Unis, confirmant les estimations de la Fédération privée American Petroleum Institute (Api). «La montée des prix n'avait rien à voir avec les données sur les stocks, ceux-ci auraient même dû avoir un effet négatif», ont expliqué des analystes. Tous les analystes indiquent ainsi que les inquiétudes au Moyen-Orient sont le facteur qui influence les cours du pétrole en ce moment. La tension entre Washington

et Moscou sur la Syrie est encore montée d'un cran mercredi après l'avertissement lancé par Donald Trump d'un tir imminent de missiles en représailles à l'attaque chimique présumée près de Damas. Autre élément, la Nouvelle-Zélande a indiqué jeudi qu'elle allait renoncer à toute nouvelle exploration pétrolière ou gazière offshore afin de lutter contre le réchauffement climatique, «un mouvement qui pourrait être imité par d'autres au fil du temps», a estimé un autre analyste. R. E.

Boumerdès 4 600 offres d'emploi au premier trimestre 2018

UNE OFFRE globale d'au moins 4 600 emplois (tous secteurs confondus) a été enregistrée à Boumerdès, durant le premier trimestre 2018, a-t-on appris jeudi de la directrice de l'Agence de l'emploi de la wilaya. Sur ce total d'offres de travail, plus de 3 900 ont été proposées au titre des dispositifs classiques de l'emploi, contre 570 offres proposées au titre du dispositif des contrats de travail aidés (CTA), et 130 offres au titre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), a indiqué Lounis Nadjia. Le traitement de ces offres, à la période citée, a donné lieu au placement de 3 200 demandeurs d'emploi, dont 2 900 au titre des dispositifs classiques de l'emploi repartis à raison de 1 450 placements réalisés dans le secteur industriel, 630 (bâtiment et les travaux publics), 720 (services) et plus de 110 dans le secteur agricole. A ces créneaux s'ajoutent 230 placements réalisés au titre du dispositif des contrats de travail aidé (CTA), dont 157 placements au profit de diplômés universitaires, 66 de diplômés du secteur de la formation professionnelle et neuf au bénéfice des personnes sans niveau de qualification. Parallèlement, plus de 60 placements ont été réalisés au titre du DAIP, dont 50 au profit de diplômés universitaires, et six placements pour chacune des catégories relevant des diplômés du secteur de la formation professionnelle, et des personnes sans niveau de qualification. La même période a également été marquée par la confirmation de 141 travailleurs dans leurs postes, dans les secteurs économique et administratif, selon la responsable, qui signale, parmi eux, 105 diplômés universitaires, 34 diplômés du secteur de la formation professionnelle, et deux personnes sans niveau de qualification. **M.H./agences**

Tiaret Distribution de 60 logements sociaux à Boukara

QUELQUE 60 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués, jeudi, aux familles bénéficiaires de la commune de Boukara, dans la wilaya de Tiaret. Selon le chef de la daïra de Hamadia dont relève cette commune, ce quota fait partie des 120 logements du même type dont a bénéficié cette collectivité. La liste des bénéficiaires a été rendue publique il y a quelques mois. Vingt logements ont été déjà distribués. Les 80 restants seront remis à leurs bénéficiaires, une fois les travaux achevés, soit avant le ramadhan, a précisé le chef de daïra. Ce dernier a indiqué que cette commune a enregistré quelque 800 demandes pour ce type de logements sociaux. Les services de l'OPGI de la wilaya de Tiaret ont indiqué que les logements distribués jeudi sont dotés de toutes les commodités et que le site a fait l'objet d'aménagements extérieurs. **R.R.**

Souk Ahras

Extension en 2019 des surfaces agricoles irriguées à 12 000 hectares

■ La superficie des terres agricoles irriguées, actuellement estimée à 7 500 hectares, sera élargie dans la wilaya de Souk Ahras durant le premier semestre de l'année 2019 pour atteindre les 12 000 hectares, a indiqué jeudi le directeur des services agricoles, Abdelouahab Cheraïbia.

Par Lyes B.

Cette augmentation de 4 500 hectares irrigués sera concrétisée principalement à la faveur du programme spécial de réalisation des puits moyens et profonds, a souligné à l'APS le même responsable. Dans ce même contexte, M. Cheraïbia a appelé les agriculteurs bénéficiaires de permis de forage, à la délimitation des surfaces foncières destinées à la plantation des arbres fruitiers à l'image des cerisiers, des olives, des pistaches et des amandes. Il a également insisté sur l'importance d'adopter un système d'irrigation moderne pour doubler et étendre les superficies irriguées et assurer une économie d'eau, tout en assurant une meilleure qualité des produits agricoles les légumes notamment. L'encouragement des agriculteurs à l'extension des surfaces réservées à la plantation des arbres fruitiers notamment dans les régions Sud de la wilaya marquées par la réalisation d'un faible rendement en matière de production céréalière, est l'autre facteur qui contribuera à la réali-



sation de cette hausse de surfaces irriguées, ajoute la même source. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait encouragé, lors de sa visite en février dernier, les agriculteurs à œuvrer à étendre les surfaces irriguées et le développement des arbres fruitiers dont la superficie ne dépasse pas les 18 000 hectares dans cette wilaya frontalière qui dispose d'une surface utile estimée à 253 000 hectares. Dans la

wilaya de Souk Ahras, des efforts sont actuellement consentis par les services des directions des services agricoles (DSA), des ressources en eau (DRE) et de l'Office national d'irrigation et du drainage (ONID), pour la promotion des surfaces agricoles irriguées évaluées à 7 500 hectares, à travers la réalisation des petits barrages, des retenus collinaires et des puits, a-t-on encore noté. Un volume d'eau du barrage d'Oued Mellag

(156 millions m³) ayant bénéficié en 2017 d'une opération de mise à eau, sera consacré pour l'irrigation de 1 000 hectares de terres agricoles des communes frontalières de Drea et de Sidi Fradj, ont souligné de leur côté les responsables de la DRE. Deux millions m³ d'eau du barrage d'Oued Djedra d'une capacité de 35 millions m³ seront réservés également pour l'irrigation de 300 hectares, a encore ajouté la même source. **L. B./APS**

Khenchela

Réception de sept infrastructures scolaires

Sept infrastructures scolaires, tous cycles confondus en réalisation dans la wilaya de Khenchela, seront réceptionnées au titre de la rentrée prochaine 2018-2019, a-t-on appris jeudi du directeur local de l'éducation, Abdeslem Boudounet. S'exprimant lors d'une conférence de presse, tenue au siège de la Direction de l'éducation, le même responsable a précisé que ces structures sont actuellement en cours de construction au chef lieu de wilaya, soulignant que l'entrée en exploitation de ces nouvelles infrastructures permettra de renforcer la capacité d'accueil des élèves à l'échelle locale et à réduire la surcharge enregistrée dans certains établissements scolaires. L'opération concerne la

réalisation de quatre groupes scolaires dont deux implantés sur la route de Baghai, menant vers la ville de Khenchela, où le taux d'avancement des projets a atteint 10 % et deux autres au nouveau pôle urbain de la même commune qui affiche un taux d'avancement de l'ordre de 80 %. La rentrée scolaire 2018-2019 sera marquée également dans la wilaya de Khenchela par la réception de trois lycées en construction dans ladite zone urbaine et sur les routes de Fernegal et d'Ain Beïda, a ajouté la même source, notant que les taux d'avancement des travaux de ces projets oscillent entre 70 et 80%. Parallèlement, il est prévu la mise en exploitation de sept nouvelles cantines scolaires à

la prochaine rentrée, a indiqué dans M. Boudounet. Le même responsable a rappelé, par ailleurs, qu'il a été procédé à la levée du gel sur 27 projets liés au secteur de l'éducation nationale, à savoir des établissements scolaires, des cantines scolaires et des demi-pensions en plus d'autres actions, d'aménagement, de réhabilitation et d'équipement des établissements du secteur. Toutes les procédures nécessaires à la réalisation de ces projets, gérés par les directions de l'éducation et des équipements publics, ont été entamées, a-t-on signalé de même source. **Hocine A.**

Tlemcen

100 millions DA pour achever les préparatifs de la saison estivale

Les services de la wilaya de Tlemcen ont alloué une enveloppe de 100 millions DA pour l'achèvement des préparatifs en prévision de la saison estivale 2018 qui débutera le 1^{er} juin prochain, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication de la wilaya. Cette dotation financière est destinée aux communes côtières de la wilaya pour la réalisation d'installations et de commodités nécessaires au niveau des plages dont des douchettes,

l'aménagement et l'embellissement des sites balnéaires, le revêtement des accès, la mise en place des plaques de signalisation, l'éclairage public et le nettoiement des plages, a-t-on indiqué. Le wali de Tlemcen, Ali Benaïche a donné des instructions aux responsables de l'administration locale pour acquérir de nouveaux bacs à ordures et les livrer aux communes côtières, ainsi que des camions vidangeurs, a-t-on souligné. Le

chef de l'exécutif local a également sommé les chefs de daïras et les gestionnaires des communes côtières à entamer les procédures administratives pour réaliser les travaux, avant l'ouverture de la saison estivale, insistant sur la création de nouveaux postes d'emplois et de nouvelles sources de financement pour augmenter les recettes communales à travers l'organisation de festivals, semaines commerciales et autres manifestations à

caractère artisanal et l'exploitation du moindre espace situé sur les plages, a-t-on ajouté. La wilaya de Tlemcen dispose de 10 plages autorisées à la baignade, à savoir Marsa Ben M'hidi, Moscarda (1) et (2), Aïn Adjroud, Bider, Ouled Benayad, Oued Abdellah, Sidna Youchaa, Agla et Tafout. Quatre autres plages sont en cours d'étude pour les intégrer dans la liste des plages autorisées à la baignade, a-t-on relevé de même source. **T.K.**



Règlement du conflit du Sahara occidental

Le Polisario salue la position constante de la Russie

■ Le Front Polisario a salué la position constante de la Russie à l'égard de la question sahraouie, souhaitant que le soutien de la Russie aux efforts de l'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental puisse aboutir à des négociations directes avec le Maroc pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément aux résolutions de l'ONU.

Par Sara H.

Cela est intervenu lors d'une rencontre entre une délégation sahraouie conduite par le coordonnateur du Front Polisario avec la Minurso, M'hamed Kheddad et Mikhaïl Bogdanov, représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-ministre des Affaires étrangères. La délégation sahraouie, qui s'est félicitée de sa rencontre avec Mikhaïl Bogdanov, a salué «la position constante de la Russie visant à trouver une solution juste et permanente à la question sahraouie». Lors de cette rencontre, M'hamed Kheddad a évoqué les grands acquis accomplis par le peuple sahraoui sous la conduite du Front Polisario aussi bien sur le plan africain que sur le plan juridique avec l'UE, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). Le responsable sahraoui a évoqué également les entraves dressées par le Maroc avant que le conseil de sécurité n'adopte une nouvelle résolution pour proroger le mandat de la Minurso, estimant que cette poli-

tique a pour objectif de maintenir l'occupation et empêcher le peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément à la charte des Nations unies, ajoute-t-on de même source. La délégation sahraouie a estimé que le manque de fermeté dans l'application des décisions onusiennes est à l'origine de leur violation par l'occupant marocain, une telle situation observée depuis plus de deux décennies avec l'appui de la France, devenue le défenseur principal de la politique de cet occupant (le Maroc) qui ne veut pas entendre raison ni respecter la légalité internationale et ses engagements pris en 1991 lors de la signature avec le front Polisario du plan de paix pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui sous l'égide de l'ONU. La Russie avait exprimé son soutien aux démarches de médiation de l'ONU visant à régler le conflit du Sahara occidental, soulignant qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique basée sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies». Un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères publié mercredi à l'issue des entretiens à Moscou entre le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et l'Envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a indiqué que la Russie «soutient les efforts de médiation du Secrétaire général de l'ONU et de son envoyé personnel, ainsi que de la Mission de l'Onu pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) qui apporterait une contribution essentielle au soutien de la stabilité». La délégation sahraouie, en visite en Russie, comprend le représentant du front Polisario en Russie, Ali Salem Mohamed Fadhel et la Secrétaire générale de l'Union



PH. > D. R.

nationale des femmes sahraouies, Fatma Mehdi.

La Russie soutient la médiation de l'ONU

La Russie a exprimé son soutien aux démarches de médiation de l'ONU visant à régler le conflit du Sahara occidental, soulignant qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique basée sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies». Un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères publié mercredi à l'issue des entretiens à Moscou entre le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et l'envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a indiqué que la Russie «soutient les efforts de médiation du Secrétaire général de l'Onu et

de son envoyé personnel, ainsi que de la Mission de l'Onu pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) qui apporterait une contribution essentielle au soutien de la stabilité». La visite de travail de M. Kohler à Moscou a coïncidé avec celle d'une délégation sahraouie conduite par le coordonnateur du Front Polisario avec la Minurso, M'hamed Kheddad, M. Kheddad a exprimé, pour sa part, la disposition de la direction du Front Polisario à entamer des «négociations en vue de l'autodétermination du peuple sahraoui conformément à la légalité internationale». «Nous sommes prêts à entamer des négociations de paix, et à prendre part au référendum d'autodétermination qui mettra un terme à un conflit de plus de 40 années et à la lutte que mène notre peuple contre

l'occupation marocaine», avait-il indiqué lors d'une rencontre avec les responsables de l'agence de presse russe Regnum. «Nous (responsables du Front Polisario) sommes à Moscou, animés par un désir de paix. Nous tendons la main pour la paix. Mais, il faut être deux pour parvenir à cet objectif», a ajouté le responsable du Polisario, qui dirigeait une délégation comprenant également la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies, Fatma Mehdi. La délégation sahraouie a eu plusieurs activités dans la capitale russe, dont une rencontre avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, qui est également le représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique. S.H./APS

Tunisie

Hausse de plus de 28% des recettes touristiques

LES RECETTES touristiques ont enregistré une hausse de 28,3%, au 10 avril courant, atteignant 530,8 millions de dinars contre 413,6 MD au cours de la même période en 2017, a annoncé, jeudi, la présidence du gouvernement. Ainsi, le nombre des nuitées des non résidents a enregistré une hausse de 36,9% jusqu'à fin mars 2018 par rapport au même trimestre de 2017, a indiqué la même source qui précise que le nombre des entrées des touristes européens a connu une augmentation de 51,4% alors que celui des touristes maghrébins a évolué de 17,4%. Plus de 1,3 million de visiteurs non résidents sont arrivés en Tunisie au cours du premier trimestre de 2018 soit une hausse de 19% par rapport à 2017. On rappelle que le gouvernement tunisien table sur l'arrivée de 8 millions de touristes en 2018 après l'amélioration de la situation sécuritaire et le retour progressif des marchés traditionnels suite à l'assouplissement des restrictions imposées par certains pays européens à leur ressortissant se rendant en Tunisie. R.M.

Libye

L'entourage de Khalifa Haftar tente de rassurer sur son état de santé

L'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar, est toujours hospitalisé en France. Selon les dernières informations, il serait à l'hôpital militaire de Percy, en région parisienne. Dans son entourage en France, on reste très discret, rien ne filtre réellement sur son état de santé ni sur le lieu et les conditions de son hospitalisation. Des sources en contact avec les proches du militaire se bornent à indiquer qu'il est en meilleure santé. A Benghazi, ses officiers ne peuvent plus nier les informations sur l'état de santé dégradé du maréchal. C'est sans doute pour éviter qu'une escalade ait lieu sur

le terrain que les responsables de l'Est libyen communiquent à leur façon en ce qui concerne l'état de santé du maréchal Khalifa Haftar et son transfert en France. Ces officiers ont, dans un premier temps, tout nié d'emblée, mais les heures passant, sans que Khalifa Haftar n'apparaisse, ses officiers se sentent de plus en plus embarrassés. C'est le cas du porte-parole de l'armée nationale libyenne (ANL) le général Ahmad al-Mismari. En tenant mercredi soir à Benghazi sa conférence de presse hebdomadaire, il a esquissé plusieurs fois la question et a tenté de rassurer en lisant un message de Khalifa Haftar ce

qui sous-entend son absence du pays : «Le maréchal Haftar assure les Libyens que la situation sécuritaire est sous contrôle, sur tous les fronts», a-t-il déclaré. Dans l'entourage de Khalifa Haftar à Paris, il semble qu'il y n'ait qu'un seul mot d'ordre : répandre de bonnes nouvelles sur l'état de santé du maréchal. Cet entourage a même fait croire à la presse qu'une rencontre a eu lieu, mercredi, entre Khalifa Haftar et le prince héritier saoudien, dit MBS, à l'hôtel George V à Paris. Une façon de dire que Khalifa Haftar va mieux, sauf que la rencontre n'a jamais eu lieu. Amel N. / RFI



USA

Le futur secrétaire d'État promet d'être ferme mais pas va-t-en-guerre

■ Le futur secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a tenté jeudi, lors de son audition par le Congrès, de se défaire de son étiquette de «faucou» en promettant d'être ferme mais pas va-t-en-guerre, notamment sur l'Iran et la Corée du Nord.

Par Rosa C.

«**L**a guerre est toujours et doit toujours être en dernier ressort», a lancé le directeur de la CIA devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, appelée à confirmer ou non sa nomination par Donald Trump à la tête de la diplomatie américaine. Cet ex-militaire de 54 ans a assuré qu'il n'était ni le «faucou» ni le «va-t-en-guerre» souvent dépeint dans la presse. Mike Pompeo doit remplacer Rex Tillerson, limogé en mars et souvent vu comme plus modéré que le président américain en politique étrangère. Sa nomination, avec celle de John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale, a été jugée emblématique d'un durcissement de l'administration américaine. Dans un communiqué jeudi soir, M. Bolton a tressé des louanges à son «bon ami» M. Pompeo. «Nous avons besoin de

lui comme secrétaire d'État pour soutenir le président alors que nous sommes aux prises avec les questions de politique étrangère les plus difficiles de notre époque», a-t-il déclaré. S'il est confirmé par les sénateurs – un obstacle que cet ex-élu républicain du Kansas devrait franchir –, le chef espion qui a su gagner la confiance du président va se retrouver face à une série d'échéances délicates. Sur la plus brûlante d'entre elles, il a estimé à plusieurs reprises que Donald Trump avait bien l'autorité légale nécessaire pour décider, si nécessaire, de frappes contre le régime de Damas en riposte à une attaque chimique présumée. Mais outre cette crise qui rend de plus en plus dangereuse la confrontation avec la Russie, le président américain doit décider d'ici mi-mai s'il «déchire» l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, puis rencontrer d'ici début juin le



PH: D. R.

«ne pas répéter les erreurs du passé».

Mais il a concédé que le passé n'incitait pas à l'optimisme, confirmant que l'option militaire devait être prête en cas d'échec des négociations. «Je n'ai jamais été partisan d'un changement de régime à Pyongyang», a-t-il insisté. Pas plus qu'à Téhéran. Ce critique de l'accord conclu par l'administration démocrate de Barack Obama pour éviter que l'Iran se dote de la bombe atomique a aussi affiché une approche très diplomatique sur cet autre dossier prioritaire.

«Je veux améliorer cet accord», a-t-il affirmé. Donald Trump a donné aux signataires européens du texte (France, Royaume-Uni et Allemagne) jusqu'au 12 mai pour le durcir. Faute de quoi, il menace de le «déchirer» et de rétablir les sanctions contre Téhéran. «S'il s'avère qu'il n'y a aucune chance de l'améliorer, je recommanderai au président de faire de notre mieux avec nos alliés pour trouver un meilleur résultat et un meilleur accord», a-t-il dit, refusant de plaider pour un retrait américain. «Il n'y a pas, que je sache, de signes indiquant qu'en cas de fin de l'accord les Iraniens se précipiteraient pour créer une arme nucléaire».

R. C.

dirigeant nord-coréen Kim Jong Un pour un sommet historique qu'il ouvre la voie à une «dénucléarisation» de Pyongyang. L'opposition démocrate a d'ailleurs questionné Mike Pompeo sur la politique étrangère de Donald Trump, «guidée par les coups de tête et pas par une stratégie» et «qui a laissé l'Amérique isolée et seule», selon le sénateur Robert Menendez. Le

républicain Bob Corker, président de la commission, l'a aussi appelé à encadrer le président. Et sur les principaux dossiers qui l'attendent, le futur secrétaire d'État s'est voulu rassurant. Sa «première priorité» sera de «débarrasser le monde d'une Corée du Nord nucléaire» en continuant la «campagne de pression» et de sanctions, a-t-il dit, assurant s'être préparé au sommet Kim-Trump pour



Points chauds

Adversaire

Par Fouzia Mahmoudi

Si George W. Bush, président républicain qui avait déclenché les guerres d'Afghanistan et d'Irak, avait de nombreux antagonistes, que ce soit sur la scène politique ou médiatique, cela reste néanmoins incomparable au nombre d'adversaires que compte l'actuel président américain, Donald Trump. Et parmi la multitude de contradicteurs du milliardaire, l'ancien patron du FBI, James Comey, se distingue aujourd'hui en l'attaquant dans un livre. «Le président républicain est un menteur invétéré soumettant son entourage à un code de loyauté rappelant l'attitude d'un chef "mafieux"», estime dans ses mémoires l'ex-directeur du Bureau Fédéral d'Investigation. Dans ce livre très attendu dont des passages ont fuité dans la presse cette semaine, l'ex-chef policier décrit un locataire de la Maison-Blanche obsédé par des détails sordides le concernant. Comey relate ainsi que le président lui a demandé d'enquêter sur des allégations le mettant en présence de prostituées russes en 2013 dans un hôtel à Moscou. Ce «dossier» avait été rédigé par un ancien agent du renseignement britannique pour le compte d'opposants politiques au candidat républicain. Jugé crédible dans un premier temps par le renseignement américain, son authenticité avait ensuite été complètement remise en question. Lors de cette discussion dans la tour Trump en janvier 2017, le président a demandé au chef du FBI de tordre le cou à ces affirmations qui lui étaient très défavorables «au cas où il existerait une seule chance sur 100 qu'elles soient prises au sérieux par sa femme, Melania», selon James Comey. Cet échange avec le président «m'a fait revenir au début de ma carrière, quand j'étais procureur face au Milieu», a-t-il ajouté. L'ex-chef policier a décrit une scène digne de la mafia : «Le cercle silencieux qui acquiesce. Le boss qui fait le jour et la nuit. Les serments de fidélité. La vision du monde selon laquelle tous sont contre nous. Le mensonge généralisé, qu'il soit petit ou gros, au service d'une sorte de code de loyauté qui place l'organisation au-dessus de la moralité et de la vérité». Pour Comey, «ce président est immoral, détaché de la vérité et des valeurs institutionnelles». «Son leadership est transactionnel, axé sur l'ego et sur la loyauté personnelle», insiste-t-il. Les mémoires de James Comey retracent ses 20 ans de carrière comme procureur à New York puis ministre adjoint de la Justice dans le gouvernement de George W. Bush, et directeur du FBI entre 2013 et 2017. A la Maison-Blanche comme chez les responsables républicains, le livre a fait naître des craintes sur les dégâts qu'il pourrait infliger à une présidence Trump déjà affectée par des rumeurs, limogements et démissions. Le Parti républicain a d'ores et déjà mis en ligne un site intitulé «Lyin' Comey» (Comey le menteur), où l'on peut notamment voir défiler une série de citations de personnalités politiques, désobligeantes pour l'ancien patron du FBI. Lors d'une audition extraordinaire au Sénat, James Comey avait révélé les pressions venues de la Maison-Blanche, le fait que le président ait exigé sa «loyauté» et qu'il lui ait demandé d'abandonner un volet de l'enquête portant sur le général Michael Flynn, son conseiller à la sécurité nationale, forcé à la démission. Toutefois, si la sorti de ce livre satisfait les adversaires de Trump et exaspère ses partisans, il ne fournira au public aucune révélation extraordinaire ou à même d'ébranler le mandat du président républicain qui a encore plus de deux années et demi à la Maison-Blanche devant lui.

F. M.

Équateur

Craintes pour la vie d'une équipe de journalistes enlevés

Une grande inquiétude régnait jeudi en Équateur sur le sort d'une équipe de journalistes enlevés par des guérilleros colombiens présumés, après la publication de photos qui font craindre que les trois Équatoriens aient pu être assassinés. Le président équatorien Lenin Moreno, arrivé jeudi à Lima pour participer au Sommet des Amériques, a annoncé qu'il repartait immédiatement pour Quito en raison d'une «situation critique» relative au sort de cette équipe.

«J'ai décidé de rentrer immédiatement en Équateur en raison de la situation critique que nous vivons en ce moment», a écrit M. Moreno sur son compte Twitter.

A son arrivée à Quito, le président équatorien a déclaré qu'il donnait douze heures aux ravisseurs pour dire si leurs trois otages étaient en vie.

«Dans le cas contraire, nous agirons avec la plus grande fermeté» pour «punir ces gens qui violent tous les droits de l'Homme», a averti M. Moreno, qui paraissait au bord des larmes.

Une équipe du quotidien *El Comercio* de Quito, le reporter Javier Ortega, le photographe

Paul Rivas et le chauffeur Efrain Segarra, ont été enlevés le 26 mars lors d'un reportage à la frontière entre l'Équateur et la Colombie. Ils ont été capturés par des dissidents présumés de l'ancienne guérilla colombienne des FARC liés au trafic de drogue.

M. Moreno s'était rendu à Lima en compagnie de proches des trois hommes, qui désiraient y rencontrer le président colombien Juan Manuel Santos en marge du Sommet des Amériques, qui se tient hier et aujourd'hui dans la capitale péruvienne.

Le président Moreno a décidé de rentrer d'urgence à Quito après que la chaîne de télévision colombienne RCN a annoncé avoir reçu des photos qui pourraient montrer les corps des trois hommes de l'équipe d'El Comercio. RCN a fait parvenir ces photos aux autorités équatoriennes par l'intermédiaire de deux ONG de défense de la liberté de la presse.

A ce stade, les autorités de Quito ont relevé sur les photos des éléments inquiétants mais n'ont pas confirmé que les Équatoriens détenus aient été tués. Selon le colonel Fausto

Olivo, un responsable du service équatorien de médecine légale, on peut voir sur deux des photographies des vêtements qui pourraient correspondre à certains des vêtements des otages.

Par ailleurs, «une étude biométrique du visage» d'un homme visible sur ces photos donne «une forte probabilité» qu'il s'agisse du visage d'un des otages, a ajouté ce responsable.

Cependant, «il n'y a pas pour le moment de confirmation» que les otages aient été tués par les guérilleros dissidents, a déclaré le gouvernement.

«Nous nous sommes rapprochés des autorités colombiennes, qui ont elles aussi effectué une analyse et des expertises des photos, et elles ne sont pas non plus concluantes», a déclaré à la presse le ministre équatorien de l'Intérieur, Cesar Navas.

Les trois hommes de l'équipe d'El Comercio avaient été enlevés alors qu'ils effectuaient un reportage dans la localité équatorienne de Mataje, limitrophe de la Colombie.

Leurs ravisseurs seraient des guérilleros colombiens dissidents groupés sous le nom de Front Oliver Sinisterra et liés au trafic de drogue.



Un programme plein de nouveautés

Salon international de la créativité à Alger

■ Des créateurs venus de douze pays africains, dont le Mali en invité d'honneur, participent au quatrième Salon international de la créativité qui été limité lors des précédentes éditions aux créateurs algériens. Cet événement, prévu du 17 au 21 avril à Alger, revient avec un programme artistique et culturel très varié, ont annoncé les organisateurs. Des disciplines artistiques confondues dont des spectacles musicaux, des rencontres littéraires, des expositions variées et autres sont au menu de cette édition.

Par Abla Selles

Le Salon international de la créativité revient cette année avec beaucoup de nouveautés. Cet événement, limité dans ses précédentes éditions aux créateurs algériens, accueillera des créateurs et des troupes musicales de Tunisie, d'Égypte, du Maroc, du Bénin, du Sénégal, entre autres, dans le cadre d'un programme qui s'étalera sur cinq jours au Palais de la culture «Moufidi-Zakaria», a indiqué à la presse le directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda).

Des rencontres thématiques sur l'art, la littérature et les langues figurent dans le programme, a ajouté Sami Bencheikh El Hocine.

L'écrivain franco-algérien Anouar Benmalek animera aux côtés de l'écrivain et conteur malien Ousmane Diarra une rencontre sur «Les langues

anciennes dans la littérature», alors que le plasticien Hellal Zoubir, également commissaire du salon, devra animer aux côtés de l'écrivain et critique d'art ivoirien, Yacouba Konaté, une conférence sur le marché de l'art en Afrique.

Les droits d'auteur seront également au menu de cet événement qui prévoit une rencontre sur la copie privée (taxe forfaitaire reversée aux artistes pour compenser les pertes occasionnées par l'utilisation privée de leurs œuvres), animée par la vice-présidente de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), Sylvie Forbin, aux côtés d'experts de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (Cisac), organisation non gouvernementale dont l'Algérie est membre.

Le programme artistique du salon comprend, d'autre part, des concerts de musique de groupes algériens qui se parta-



geront la scène du Palais de la Culture avec des troupes musi-

cales venues d'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, M.

Bencheikh a annoncé que le prix «Miriam Makeba» de la créativité artistique sera décerné pour la première fois à Alger le 14 septembre prochain, aux meilleurs créateurs africains, toutes disciplines artistiques confondues.

Doté de «100 000 dollars», le prix «Miriam Makeba», du nom de la chanteuse ethno-jazz sud-africaine, est organisé par l'Onda en hommage à cette artiste anti-apartheid qui avait pris part, en 1969 à Alger, au premier Festival panafricain.

A. S.

Syndicat des artistes à Béchar

La création d'une structure de l'Onda recommandée

La promotion des droits des artistes de Béchar à travers la création d'une structure régionale de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a été recommandée jeudi par les membres du Syndicat des artistes affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) à Béchar.

Le renforcement de la participation des artistes, groupes musicaux modernes et traditionnels et auteurs de la région aux manifestations nationales, a également été souhaité lors de cette rencontre.

Au cours d'un débat sur la situation des arts et des artistes de la région, les participants ont estimé «nécessaire» l'ouverture d'une annexe régionale de l'Onda pour pouvoir, à l'instar des autres artistes et créateurs du pays, déposer leurs œuvres auprès de cette structure chargée de la protection des intérêts moraux et matériels des auteurs et de leurs ayants droit, de leur protection

sociale et surtout de celle du patrimoine culturel et musical.

«Nous valorisons les efforts déployés au titre du programme du résident de la République en matière de réalisation de plusieurs projets culturels en faveur de la région, dont un théâtre de 500 places et un institut régional de musique. Ce dernier sera inauguré prochainement, et souhaitons la promotion de nos créations et œuvres artistiques à travers la participation aux différentes manifestations nationales et autres activités culturelles et artistiques à travers le pays», a précisé à l'APS Amar Amroun, compositeur de musique et responsable local du syndicat précité.

«Avec plus de 500 artistes, poètes, auteurs et autres ensembles et groupes de musique, nous n'avons pas accès à l'Onda du fait de l'éloignement de ses structures de la région. Ainsi, c'est à ce titre que nous recomman-

dons l'ouverture d'une antenne de cet office dans notre wilaya et permettre à l'ensemble des artistes du sud-ouest du pays de bénéficier de ses prestations», a souligné M. Amroun qui se dit disposé avec l'ensemble des membres de son syndicat à apporter aide et contribution à la création de cette structure régionale.

L'ouverture de cette structure, en plus de son apport à la protection sociale des auteurs, est aussi perçue «parmi nous comme une reconnaissance du travail et des créations artistiques des auteurs locaux, de même qu'elle permet le renforcement du répertoire musical national et la prise en charge du patrimoine culturel et artistique d'une région dont les stations de gravures rupestres de Taghit et Abadla témoignent d'un art plusieurs fois millénaires», ont soutenu plusieurs artistes et hommes de culture locaux.

M. K.

Afin de défendre la lutte non-violente du peuple sahraoui

Le film «Fusils ou peinture» en tournée en Italie

Plusieurs associations italiennes ont lancé pour tout le mois d'avril, à partir de la ville de Turin (Italie), la tournée dans de nombreuses villes du pays du film-documentaire sur la cause sahraouie intitulé «Fusils ou peinture : la lutte non-violente du peuple sahraoui», pour faire connaître le combat des Sahraouis pour leur indépendance, ont rapporté des médias italiens jeudi.

Des projections similaires sont programmées, durant le mois en cours, dans plusieurs villes italiennes, dont Rome, Milan, Naples et Florence.

Selon le site d'information ita-

lien «Africarivista», le but de cette tournée, lancée le 4 avril, «est de faire connaître la cause dramatique et oubliée du peuple sahraoui» qui attend depuis des décennies la tenue du référendum d'autodétermination pour lequel les Nations unies avaient chargé en 1991 une mission pour organiser la consultation populaire qui devrait mettre fin à l'occupation du Sahara occidental par le Maroc depuis plus de 40 ans.

A travers ce film documentaire, le réalisateur espagnol indépendant, Jordi Oriola, expose un rappel historique du conflit du Sahara occidental et le drame

vécu par le peuple sahraoui, et souligne qu'après «la longue attente des Sahraouis, nombreux d'entre eux privilégient le retour à la lutte armée tandis que d'autres demeurent convaincus que seule la lutte pacifique pourra aboutir à la construction d'une société saine basée sur le respect des droits de l'homme».

Durant le débat qui a suivi la première projection, les journalistes et participants ont mis l'accent sur les abus subis par le peuple sahraoui dans les territoires occupés.

Ce film documentaire disponible en cinq langues, anglais, arabe, français, espagnol et

catalan, a été réalisé en 2016 et projeté dans plusieurs festivals internationaux : le festival de Saint Sébastien 2016, festival des droits de l'homme Saint Sébastien 2017, festival international de Slovénie 2017, et celui du film du Sahara, Algérie 2016.

Le réalisateur de ce film, Jordi Oriola, est de nationalité espagnole et diplômé des sciences physiques à l'université de Barcelone. Il est très actif, à travers la communication et la presse, et il est présent dans plusieurs mouvements de défense des droits de l'homme, de solidarité nord-sud et antimondialistes.

L. B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Librairie générale d'El-Biar (Place Kennedy, Alger)
Samedi 14 avril à partir de 14h30 :

Vente-dédicace. Leïla Aslaoui-Hemmadi signera son recueil de nouvelles «Raison garder», paru aux éditions Media Plus.

Café littéraire et philosophique de Tizi-Ouzou
Samedi 14 avril à partir de 14h :

Rencontre avec l'Association algérienne pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine archéologique (AASPPA), avec la présence des membres du bureau de l'AASPPA, Christine Belhassine et Mehdi Berrais, Farida Benouis, secrétaire générale et directrice de la rédaction de la revue «Ikosim», ainsi que d'archéologues de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

Bibliothèque nationale d'Algérie (El-Hamma, Alger)
Samedi 14 avril à partir de 14h :

Hommage à l'historien et moudjahid Zahir Ihaddaden, par l'association «Les Amis de la rampe Louni-Arezki», avec la contribution de l'Onda.



Clubs professionnels
Hattab souhaite que la subvention
soit réservée à la formation

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a indiqué, jeudi à Alger, que la subvention financière attribuée aux clubs professionnels de football est consacrée exclusivement à la formation et la prise en charge des jeunes catégories sans qu'elle soit orientée pour le paiement des salaires de joueurs et entraîneurs.

Lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que les aides attribuées par l'Etat aux clubs professionnels de football doivent être utilisées pour la promotion de ce sport, la création des écoles et centres de formation, l'hébergement et le transport des joueurs, selon les dispositions de la loi sur le sport 13-05 et la convention signée entre la tutelle et les clubs concernés.

«L'Etat contribuera chaque saison à hauteur de 3 à 4 millions de dinars pour la prise en charge des jeunes catégories, mais les clubs utilisent cette subvention pour leur préparation à l'étranger», a relevé Hattab, soulignant

que «les sorties à l'étranger doivent être financées par les fonds propres des clubs».

Le premier responsable du sport a appelé, à cette occasion, les clubs à programmer leurs stages au niveau des infrastructures sportives dont dispose l'Algérie, notamment l'Ecole nationale des sports olympiques à Sétif ou le Centre du sport et de loisirs à Tikjda (Bouira).

Répondant à une autre question émanant du député Noureddine Belatreche sur une réflexion lancée par le MJS pour venir à l'aide des clubs mythiques de football, à l'image de l'Espérance de Mostaganem et le Ghali Ain Tedles, créé en 1917, le ministre a indiqué que «cela dénote de la concurrence entre les clubs et l'Etat ne peut privilégier un club par rapport à un autre et le seul critère dans cette histoire, c'est la performance de chaque équipe».

Le ministre a appelé les opérateurs économiques publics et privés à investir dans le football, le sport le plus populaire en Algérie.

Classement FIFA
L'EN à la 62^e place

LA SÉLECTION algérienne de football a perdu deux places au classement de la Fédération internationale (FIFA) du mois d'avril 2018 publié jeudi et occupe désormais la 62^e position, tandis que l'Allemagne reste au sommet de la hiérarchie mondiale.

Les Verts qui ont disputé deux matchs amicaux en mars dernier respectivement face à la Tanzanie (victoire 4-1) et l'Iran (défaite 2-1) totalisent 516

points.

Les coéquipiers de Ryad Mahrez sont à la 11^e place au niveau africain, derrière la Tunisie (14^e), le Sénégal (28^e), la RD Congo (38^e), le Maroc (42^e), l'Egypte (46^e), Nigeria (47^e), le Cameroun (51^e), le Ghana (51^e), le Burkina Faso (53^e) et le Cap-Vert (58^e).

Le Portugal, prochain adversaire de l'équipe nationale en amical en juin prochain, est à la 4^e place mondiale.

Judo/Championnats d'Afrique 2018
Benamadi sacré champion



LE JUDOKA algérien Abderrahmane Benamadi a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-90kg), en s'imposant en finale devant le Tunisien Oussama Snoussi, jeudi à Tunis.

C'est la deuxième médaille algérienne décrochée lors de cette première journée de compétition, après la médaille d'argent de Souad Bellakehal qui s'est inclinée, plus tôt, face à la Marocaine Asma Niang en finale de la catégorie (-70kg).

Sonia Asselah (+78 kg) sont en finale de leurs catégories respectives.

Au total, 176 judokas (107 messieurs et 69 dames), dont 19 Algériens, issus de 25 nations prennent part à ces championnats d'Afrique.

Les épreuves individuelles

sont prévues les 12 et 13 avril, alors que la compétition par équipes se disputera le 14 du même mois.

Kaouther Ouallal offre une 2^e médaille d'or à l'Algérie

La judokate algérienne Kaouther Ouallal a conservé son titre de championne d'Afrique de la catégorie (-78 kg), en battant en finale la Tunisienne Sarra Mzougui, jeudi à Tunis.

C'est la deuxième médaille d'or algérienne dans la compétition après celle obtenue, un peu plus tôt, par Abderrahmane Benamadi qui a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-90kg), en s'imposant devant le Tunisien Oussama Snoussi.

De son côté, Souad Bellakehal (-70 kg) s'est contentée de la médaille d'argent après sa défaite en finale face à la Marocaine Asma Niang.

Deux autres Algériens, à savoir, Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) sont en finale de leurs catégories respectives.

Demi-finale de la Coupe d'Algérie/USMBA-RCZ à 16h

La Mekerra pour rééditer
le coup de 1992

■ L'USM Bel-Abbès affrontera cet après-midi le petit poucet RC Zaouia, club appartenant à la wilaya de Blida, pour le compte de la demi-finale de la Coupe d'Algérie qui se joue au stade du 24-Février de Sidi Bel-Abbès.

Par Mahfoud M.



Bel-Abbès décidé à l'emporter et se qualifier

Le match ne devrait pas échapper aux gars de la Mekerra qui souhaitent revivre le scénario de 1992, année où ils ont atteint la finale face à la JSK et se sont adjugés le trophée après leur victoire (2/1). Les poulains de Cherif El Ouzani ne pensent qu'à la manière de décrocher ce ticket qualificatif pour la finale de la Coupe d'Algérie et se donneront certainement à fond pour réussir cet objectif. S'ils partent favoris, ils devront quand même respecter cet adversaire qui même s'il est d'une division inférieure pensera quand même à déjouer les pronostics et créer un autre exploit. Les gars de Bel-Abbès savent ce qui les attend et se donneront à fond pour tenter d'atteindre la finale et faire plaisir à leurs supporters qui se rendront certainement en nombre pour apporter leur soutien à

leurs joueurs. Le coach de l'USMBA, Cherif El Ouzani, a indiqué qu'il s'agit d'une rencontre très difficile devant un adversaire qu'il faut respecter. «Si Zaouia est arrivé à ce stade de la compétition, c'est qu'elle a mérité cela, et il faudra donc que nous l'affrontions avec respect et considération», dira le driver des Rouge et Vert. La formation du RCZ, de son côté, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin après avoir créé la sensation et

atteint le dernier carré, sachant qu'il s'agit d'une équipe qui évolue en régionale I de Blida. Le coach, Réda Zouani, un ancien de l'USMB, pense que son équipe n'a rien à perdre lors de ce match, et que la pression sera du côté de l'adversaire qui se doit de se qualifier car il est d'une division plus importante, en plus du fait que le club a déjà réussi un grand exploit en arrivant à ce stade de la compétition. M. M.

Ligue I Mobilis/Match avancé
L'USMA s'éloigne du podium

L'USM Alger s'est faite accrochée à domicile par la formation de l'O Médéa sur le score de (1/1), lors du match avancé qui s'est joué jeudi soir au stade de Bologhine, pour le compte d'un match retard de la 25^e journée de la Ligue I Mobilis.

Ce nul complique la situation des Rouge et Noir qui s'éloignent de plus en plus de la course au podium, sachant que c'était là l'objectif principal du club algérois qui souhaitait obtenir la seconde place au classement général qui lui permettrait

de jouer la Ligue des champions d'Afrique la saison prochaine. L'USMA est donc à la quatrième place en compagnie du NAHD et du MCO avec 39 points dans son escarcelle. L'O Médéa, lui, est à la 11^e place en compagnie du DRBT. R.S.

Ligue 2 Mobilis (26^e journée)
Le choc MOB-ASAM en vedette

Le choc MO Béjaïa-AS Ain M'lila, entre le leader qui recevra son Dauphin, sera à l'affiche de la 26^e journée de Ligue 2 Mobilis de football, prévue ce samedi, et qui sera marquée également par d'autres chauds duels, entre autres, GC Mascara-WA Tlemcen pour le maintien.

Seuls à la première place depuis la précédente journée et leur triomphe dans le grand derby de Béjaïa contre la JSMB (2-0), les Crabes sont déjà soumis à rude épreuve en quête de défendre ce trône fraîchement conquis, car appelés à défier l'ancien leader, aujourd'hui Dauphin, et qui se porte relativement bien en ce moment, comme en témoigne sa dernière victoire contre la coriace équipe de l'ASM Oran (2-1).

Cependant, il est attendu au tournant par plusieurs concurrents qui guettent la moindre occasion de le coiffer au poteau dans cette dernière ligne droite du parcours, le MOB n'aura aucun droit à l'erreur face à l'ASAM, surtout qu'il bénéficiera de l'avantage du terrain et du soutien de ses fidèles suppor-

ters pour la deuxième fois consécutive. Même si l'objectif est diamétralement opposé, l'enjeu sera tout aussi important dans le duel GC Mascara-WA Tlemcen, entre le dernier qui recevra le 11^e, car l'issue de cette confrontation entre mal-classés peut s'avérer déterminante dans la course au maintien, surtout qu'il ne reste plus que cinq journées avant le tomber de rideau.

Autres duel intéressant qui vaudrait probablement le détour, CA Bordj Bou Arréridj - RC Relizane, entre clubs du sommet de tableau qui essayent de se relancer dans la course aux premiers rôles. Un espoir loin d'être farfelu, d'une part, parce que lesdits clubs sont dans un couloir relativement intéressant, mais aussi parce qu'il reste 15 points à glaner avant le tomber de rideau.

Un espoir que caresse particulièrement la JSM Skikda, sanctionnée d'un match perdu contre l'ASO Chlef par la commission de discipline de la LFP et qui cherchera donc à se relancer ce week-end en accueillant la mal-classé, RC Kouba. De son

côté, la lanterne rouge CA Batna sera en mission difficile chez le MC Saïda (8^e), tout comme la JSM Béjaïa (3^e), qui sera appelée à se rendre chez le MC El Eulma (premier non reléguable) et qui voudra probablement profiter de l'avantage du terrain au cours de cette 26^e journée pour s'éloigner de la zone de turbulences.

Le dernier match inscrit au programme de cette journée mettra aux prises l'Amel Boussaâda (9^e) et le CRB Ain Fekroune (avant-dernier). Un match à grands enjeux encore, particulièrement pour les «Tortues» qui jouent leur survie en Ligue 2. M.M.

Le programme :
Samedi 14 avril 2018 à 16h :
ABS-CRBAF
CABBA-RCR
GCM-WAT
JSMS-RCK
MCEE-JSMB
MOB-ASAM
MCS-CAB

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

«Oujda, capitale de la culture arabe 2018»

Mihoubi prend part à la cérémonie d'ouverture

LE MINISTRE de la Culture, Azzedine Mihoubi, a pris part hier au Maroc à la cérémonie d'ouverture de la manifestation «Oujda, capitale de la culture arabe 2018», indique un communiqué du ministère de la Culture. Le ministre algérien de la Culture «répond à l'invitation» de son homologue marocain Mohamed El Aaradj, ministre de la Culture et de la Communication. La manifestation «Oujda, capitale de la culture arabe 2018» qui s'étalera

jusqu'au 29 mars 2018, met à l'honneur la culture et les arts propres à chaque pays arabe participant. Initiée en 1996 par l'Unesco sur proposition de la Ligue arabe, la manifestation «Capitale de la culture arabe» vise à promouvoir la culture arabe et encourager la coopération dans les pays arabes. Alger et Constantine avaient été désignées «Capitale de la culture arabe», respectivement en 2007 et 2015. **Racim C.**

Ligue des champions d'Europe / Demi-finales

Bayern Munich - Real Madrid, une finale avant la lettre

LE REAL MADRID défendra son trophée face aux Allemands du Bayern Munich en demi-finales de la Ligue des champions d'Europe de football, selon le tirage au



sort effectué hier au siège de l'UEFA à Nyon. L'autre affiche, entre Liverpool et l'AS Rome sera un remake de la finale de 1984 gagnée par les Anglais (1-1, 4 t.a.b 2). Les matches auront lieu les 24 et 25 avril (aller) et 1^{er} et 2 mai (retour). La finale se jouera le samedi 26 mai à Kiev (Ukraine). **R. S.**

Europa League de football

Arsenal - Atletico Madrid, choc des demi-finales

LE MATCH Arsenal - Atletico Madrid constituera le choc des demi-finales de l'Europa league de football, selon le tirage au sort effectué hier à Nyon (Suisse). L'autre dernier carré de l'épreuve mettra aux prises

l'Olympique Marseille aux Autrichiens de Salzbourg. Les matches aller auront lieu le 26 avril et les retours le 3 mai. La finale est prévue, quant à elle, le mercredi 16 mai à Lyon (France). **R. S.**

1^{re} édition à Tébessa

Ouverture demain du Salon national de la photographie

LA PREMIÈRE édition du Salon national de la photographie sera ouverte dimanche prochain, dans la wilaya de Tébessa, a annoncé hier à l'APS le directeur local de la Culture, Abdeljabbar Bellahcen. «Quarante huit photographes venus des wilayas de Boumerdès, M'sila, Tlemcen, Laghouat, Sétif et Biskra notamment seront présents à ce rendez-vous», a indiqué le responsable, notant que «cet événement se poursuivra durant quatre jours». Organisé par la direction de la culture en collaboration avec l'association locale «Minerve de l'art photographique», ce salon est placé sous le slogan «Tébessa : histoire, patrimoine et authenticité», a

encore détaillé M. Bellahcen, attestant que cet événement national ambitionne de «valoriser l'art de la photographie, élargir le cercle de connaissances des photographes et à échanger les expériences entre les participants». Des expositions, des ateliers et des débats seront au programme de ce salon national qui sera tenu à la maison de la culture «Mohamed-Chebouki», a détaillé la même source, soulignant que les participants seront conviés à une sortie sur terrain aux ksours de Negrine, à 120 km au sud du chef-lieu de la wilaya, pour immortaliser à travers leurs objectifs un patrimoine phare de l'antique Théveste. **Raouf C.**

La rareté du sachet de lait. A qui la faute ?



Djalou@hotmail.com

Dans 20 communes de la wilaya

276 cas suspectés de rougeole à Jijel

■ Ces cas avaient été signalés dans les communes d'El Milia et Sidi Marrouf notamment.

Par Mahi L.

Quelque 276 cas suspectés de rougeole ont été signalés depuis mars dernier dans 20 communes de la wilaya de Jijel, a révélé hier un responsable des services de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Le chef de service de prévention à la DSP, Bilal Daas, a indiqué que ces cas avaient été signalés dans les communes d'El Milia et Sidi Marrouf notamment, précisant qu'«aucun malade atteint n'a été hospitalisé pour le moment». Détaillant que 93 cas suspects de rougeole ont été recensés depuis le début du mois d'avril en cours, il a révélé que le taux de vaccination contre la rougeole et la rubéole, dont 110 583 scolarisés âgés entre 6 et 14 ans, a atteint 30%. Le responsable a, dans ce sens, rappelé que cette campagne de vaccination contre la rougeole et la

rubéole, lancée en décembre dernier, avaient été prolongée, appelant à cette occasion les parents d'élèves de s'approcher des structures de santé pour vacciner leurs enfants. Pour rappel, la DSP de Jijel a ouvert 42 centres de vaccination au niveau

des six établissements publics de santé de proximité (EPSP) à travers les communes de la wilaya et a mobilisé 53 médecins, 21 psychologues, 54 paramédicaux, pour assurer le bon déroulement de cette opération. **M. L/APS**

Tlemcen

Saisie d'un demi-quinat de kif traité

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont saisi, ces deux derniers jours dans la wilaya de Tlemcen, 52,7 kilos de kif traité dans deux opérations distinctes, a-t-on appris jeudi à Oran auprès de ce corps de sécurité. La même source a indiqué que les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Boukanoun, localité située près des limites de la frontière ouest, ont procédé à la saisie d'une quantité de 46 kilos de kif traité découverte dissimulée au milieu

des buissons sur la bande frontalière ouest. Cette opération a été effectuée lors d'une patrouille. La même source a ajouté que des éléments de la Gendarmerie nationale du groupement de wilaya de Tlemcen, qui assuraient la sécurité routière, ont arrêté, lors d'un barrage fixe dressé au niveau d'un axe routier de la wilaya, le conducteur d'un véhicule touristique et découvert, après fouille, une quantité de kif traité estimée à 6,7 kilos. **Halim C.**

Librairie Point virgule

Arezki Metref en séance-dédicace

DEUX auteurs, Arezki Metref et Saïd Oussad animeront une rencontre à la librairie Point virgule à Chéraga aujourd'hui 14 avril à partir de 14h

«Mes cousins d'Amérique» de Arezki Metref

L'auteur restitue deux voyages de plus de 5 000 km, dont le premier en Californie et au Nevada pour l'année 2015, et le second au Canada et à New-York en 2016. Avec un style journalistique emprunté au reportage et étayé d'innombrables et judicieuses informations géographiques, historiques et sociologiques, l'auteur nous raconte avec moult détails son road-trip à travers ce vaste continent et pays de plus de 52 Etats ainsi que le pays de l'érythre et des

hivers glaciaux. Arezki Metref a reçu le Prix du meilleur film documentaire à la 11^e édition du Festival international du film amazigh, Finita d'Agadir (Maroc), la semaine dernière.

«Le temps de mourir» de Saïd Oussad

Saïd Oussad, journaliste-écrivain, vient de publier aux éditions Frantz-Fanon, son roman sous le titre «Le temps de mourir». Dans cet ouvrage de 158 pages, l'auteur, à travers une série d'épreuves morales et physiques, nous plonge dans les méandres des djebels de l'Ouest durant la décennie noire, bravant l'inconnu, pour aller rencontrer et interviewer un chef terroriste. **R. C.**

Batna

Six bombes de confection artisanale découvertes et détruites

UN DÉTACHEMENT de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, jeudi à Batna, six bombes de confection artisanale, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «des détachements de l'Armée nationale populaire ont mis en échec, à Tébessa, Souk Ahras et El Tarf, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburant s'élevant à 12 737 litres, tandis qu'un autre détachement a intercepté, à In Guezam, 0,36 tonne de denrées alimentaires», est-il ajouté. **Slim O.**